EXTRAIT DES REGISTRES DES DELIBERATIONS DU BUREAU DE LA COMMUNAUTE URBAINE MARSEILLE PROVENCE METROPOLE

Séance du 14 décembre 2012

Monsieur Eugène CASELLI, Président de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, a ouvert la séance à laquelle ont été présents 24 membres.

Etaient présents Mesdames et Messieurs :

Christian AMIRATY - François-Noël BERNARDI - Jean-Pierre BERTRAND - Alexandre BIZAILLON - Patrick BORE - Eugène CASELLI - Gérard CHENOZ - Vincent COULOMB - Roland GIBERTI - Jean-Pierre GIORGI - Michel ILLAC - Christophe MADROLLE - Danielle MILON - André MOLINO - Jérôme ORGEAS - Pierre PENE - Claude PICCIRILLO - Georges ROSSO - Antoine ROUZAUD - Myriam SALAH-EDDINE - Pierre SEMERIVA - Jean-Louis TIXIER - Claude VALLETTE - Jean VIARD.

Etaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :

Vincent BURRONI représenté par Christian AMIRATY - François FRANCESCHI représenté par Jean VIARD - Christophe MASSE représenté par Eugène CASELLI - Bernard MOREL représenté par François-Noël BERNARDI - Roland POVINELLI représenté par Gérard CHENOZ.

Etaient absents et excusés Mesdames et Messieurs :

Sabine BERNASCONI - Patricia COLIN - Eric DIARD - Jean-Claude GAUDIN - Samia GHALI - Eric LE DISSES - Marie-Louise LOTA - Patrick MAGRO - Patrick MENNUCCI - Renaud MUSELIER - Philippe SAN MARCO - Guy TEISSIER - Martine VASSAL.

Monsieur Le Président a proposé au Bureau d'accepter les conclusions exposées ci-après et de les convertir en délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 007-734/12/BC

**■ Approbation de l'avenant n°5 à la convention 820311Co ayant pour objet la location et la maintenance de sanitaires publics à entretien automatique
DRM 12/8948/BC**

Monsieur le Président de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Communauté le rapport suivant :

La Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole dispose sur le territoire de la Ville de Marseille, d'une convention avec la société Semup ayant pour objet la location et la maintenance de sanitaires publics.

Ce contrat, n°820311Co du 3 juillet 1982, a été transféré de la Ville de Marseille et arrivera à terme le 1^{er} mars 2013 après échéance de la durée de location des deux derniers sanitaires publics en activité.

Par décision de son associé unique du 13 décembre 2011, a été approuvée la fusion absorption de la société Semup par JCDecaux Mobilier Urbain et la dissolution sans liquidation de la société Semup. Fusion et dissolution qui sont devenues définitives à compter du 31 décembre 2011.

La dénomination sociale de JC Decaux Mobilier Urbain a ainsi été modifiée et est devenue JC Decaux France à compter du 31 décembre 2011. Le journal d'annonces légales du 6 janvier 2012 a publié la

**Signé le 14 Décembre 2012
Reçu au Contrôle de légalité le 18 décembre 2012**

fusion-absorption de la société Semup par la société JCDecaux Mobilier Urbain et l'avis de dissolution sans liquidation de la société Semup, ainsi que le changement de dénomination sociale.

Il convient par le présent avenant n°5, d'autoriser le transfert de la dite convention à la société JCDecaux France.

Monsieur le Président propose au Bureau de la Communauté d'approuver la délibération ci-après :

Le Bureau de la Communauté,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- L'arrêté préfectoral du 7 juillet 2000 portant création de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole ;
- La convention n°820311Co portant location et maintenance de sanitaires publics à entretien automatique sur la Ville de Marseille signée le 3 juillet 1982 par la société S.P.E.A.;
- L'avenant n°1 notifié le 5 juillet 1984 relatif à la mise en place de deux sanitaires supplémentaires sur les Iles du Frioul ;
- L'avenant n°2 signé le 11 mars 1988 relatif à la mise en place de six sanitaires publics à entretien automatique supplémentaires ;
- L'avenant n°3 signé le 1^{er} juin 1995 relatif au changement de dénomination sociale du titulaire pour devenir la société Semup ;
- L'avenant n°4 notifié le 14 Avril 2008 relatif à l'actualisation de la formule de révision de prix.

Sur le rapport du Président,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La société JCDecaux France ayant absorbé la société Semup ;
- La société JCDecaux France présente les garanties techniques administratives et financières nécessaires à la poursuite des prestations du contrat 820311Co.

Après en avoir délibéré :

Décide

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°5 ci-annexé, conclu avec la société JC Decaux France.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Communauté Urbaine, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant ainsi que tous les documents y afférents.

Article 3 :

Les crédits de paiement nécessaires sont inscrits au Budget principal 2013 et suivants de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole – Fonctionnement – Nature 6156 et 6135 – Fonction 822 – Sous-Politique C 310.

Pour Visa,
La Vice-Présidente Déléguée à la
Voirie et aux Grandes Infrastructures routières

Danielle MILON

Pour Présentation,
Le Président Délégué de la Commission
Voirie et signalisation

Christophe MASSE

Certifié Conforme,
Le Président de la Communauté Urbaine
Marseille Provence Métropole

Eugène CASELLI